

Martial Patrice AMOUGOU

Institut National de la Jeunesse et des sports (INJS), Centre de Recherches en Sciences et techniques de l'Animation, des Loisirs et de l'Education Civique

Influence de la compétence linguistique sur l'apprentissage à l'Institut National de la Jeunesse et des Sports de Yaoundé

Article reçu le 27.01.2021 / Modifié le 04.04.2021 / Accepté le 20.04.2020

Résumé

L'observation des pratiques pédagogiques à l'Institut National de la Jeunesse et des Sports de Yaoundé offre le constat selon lequel, les formateurs et les apprenants ne parviennent pas à réaliser convenablement les activités d'enseignement-apprentissage, du fait des contraintes linguistiques. Cet article se donne pour objectif de montrer l'incidence de cette situation sur la formation, à travers une enquête adossée sur l'observation, l'administration d'un questionnaire, les entretiens semi-directs et la recherche documentaire, auprès de 05 responsables, 120 enseignants et 126 élèves. Les résultats révèlent que les transactions pédagogiques sont rendues complexes et difficiles du fait de l'insuffisante maîtrise des langues d'enseignement par les enseignants et apprenants. Le travail recommande alors, outre le renforcement des capacités linguistiques des acteurs, la mobilisation de ressources éducatives bilingues, permettant une mise à contribution adéquate des langues dans ce dispositif de formation.

Mots-clés :bilinguisme, enseignement, formation, INJS, langues.

Influence of linguistic competence on learning at the National Institute of Youth and Sports of Yaoundé

Abstract

Observation of teaching practices at the National Institute for Youth and Sports in Yaoundé shows that trainers and learners fail to properly carry out teaching-learning activities, due to linguistic constraints. This article aims to show the impact of this situation on training, through a survey based on observation, administration of a questionnaire, semi-direct interviews and documentary research, with 05 managers, 120 teachers and 126 students. The results reveal that educational transactions are made complex and difficult due to insufficient mastery of the languages of instruction by teachers and learners. The work therefore recommends, in addition to strengthening the linguistic capacities of the actors, the mobilization of bilingual educational resources, allowing an adequate contribution of languages in this training system.

Key words :bilingualism, education, INJS, languages, training.

Pour citer cet article :

AMOUGOU Martial Patrice (2021). Influence de la compétence linguistique sur l'apprentissage à l'Institut National de la Jeunesse et des Sports de Yaoundé. *Action Didactique*, [En ligne], 8, 106-125. <http://univ-bejaia.dz/pdf/ad8/Amougou.pdf>

Pour citer le numéro :

AMMOUDEN Amar et AMMOUDEN M'hand (dirs), (2021). Apprentissages linguistiques, plurilinguisme et autres problématiques [numéro Varia]. *Action Didactique* [En ligne], 8, décembre 2021. <http://univ-bejaia.dz/pdf/ad8>

Introduction

A la faveur des orientations du Conseil de l'Europe, à travers la déclaration de Bologne de juin 1999, les responsables de l'Éducation ont pris l'engagement de procéder à la construction d'un espace européen plus complet et plus ambitieux, s'appuyant sur le renforcement de ses dimensions intellectuelles, culturelles, sociales, scientifiques et technologiques.

En phase avec cette nouvelle vision de l'enseignement supérieur, les pays d'Afrique centrale, à l'aune de la Conférence d'Arusha en 1981, et de celle mondiale sur l'Enseignement Supérieur d'octobre 1998, ont pris un ensemble de dispositions dont la déclaration de Praia de décembre 2006, la directive CEMAC n°01/06-UEAC-019-CM-14 sur l'application du système LMD dans les universités et établissements d'enseignement supérieur de l'espace CEMAC, la directive CEMAC n° 02/06-UEAC-019-CM-14 portant organisation des études universitaires dans l'espace CEMAC, la Vision Stratégique de la CEEAC à l'horizon 2025, dont l'axe prioritaire N°10 porte sur le développement des ressources humaines, le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 (Agenda 2030) ainsi que la Vision 2063 de l'Union Africaine dont l'objectif est de relever les nouveaux défis du continent en matière de croissance.

Au Cameroun, l'État s'assigne un ensemble d'objectifs à l'horizon 2035 parmi lesquels, « l'atteinte d'un niveau résiduel de pauvreté, d'analphabétisme et d'exclusion sociale » et « la formation d'une jeunesse exaltant le mérite et l'expertise nationale » (Cameroun, 2009). C'est dans cette veine que l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS) de Yaoundé s'arrime à la loi n° 005 du 16 avril 2001 portant orientation de l'Enseignement Supérieur, à l'effet de réaliser efficacement les missions de production, d'organisation et de diffusion des connaissances scientifiques, culturelles, professionnelles et éthiques que cette dernière lui assigne.

Malheureusement, l'on constate avec regret que la réalisation de cette entreprise est rendue difficile, à cause des contraintes d'ordre linguistique. La question centrale qui sous-tend ce travail se formule ainsi qu'il suit : en quoi les langues d'enseignement influencent-elles la formation des auditeurs à l'INJS de Yaoundé ? En guise de réponses provisoires à cette question, les hypothèses formulées identifient les représentations linguistiques, les pratiques langagières, ainsi que les compétences linguistiques des acteurs comme les principaux facteurs inhibiteurs de la formation des auditeurs de cette institution. Le travail décline, outre le cadre d'utilisation des langues au

Cameroun, la méthodologie, les principaux résultats et leur discussion, ainsi que les propositions formulées.

1. Cadre d'utilisation des langues au Cameroun

Dans un pays multilingue comme le Cameroun, il est important d'opérer des choix concernant les langues à utiliser à l'école, au regard du rôle de cette dernière dans le développement du pays.

Protectorat allemand de 1845 à 1922, le pays a connu après la première guerre mondiale, un partage entre la France et Grande-Bretagne, qui a donné lieu après l'indépendance du pays en 1960, à une République Fédérale (Deltombe, Domergue et Tatsitsa, 2011). Le français et l'anglais ont été choisis comme langues officielles à la faveur de la Constitution de 1961. En 1972 ; avec l'avènement de la République unie, les relations entre la France, la Grande-Bretagne et le Cameroun se sont intensifiées, concourant à la conservation des mêmes langues officielles, pour la conduite des affaires de l'État, notamment l'éducation (Eyelom, 2003).

1.1. Quelques données linguistiques sur le Cameroun

Selon la Banque Mondiale (2018), le Cameroun d'aujourd'hui compte environ 25,22 millions d'habitants. La composition linguistique de sa population est très hétérogène, avec environ 236 langues locales, appartenant à trois des quatre grandes familles de langues africaines (Binam Bikoï et al, 2012).

Le pays compte dix Régions administratives, avec une partie anglophone qui représente 1/5 de la population et une partie francophone représentant les 4/5 restants. La diversité linguistique camerounaise n'est pas le reflet des frontières administratives car de nombreuses langues cohabitent dans les Régions et le nombre de leurs locuteurs reste très variable. Wisbey (2017) décèle l'existence de plusieurs environnements où se côtoient plusieurs langues vivantes auxquelles est exposée la plupart des enfants. En zone francophone, le français est première langue officielle (LO1) et l'anglais est deuxième langue officielle (LO2). En zone anglophone, c'est l'inverse. Certaines langues à l'instar du *fulfuldé* ont une large diffusion dans le pays et au-delà de ses frontières. Cette langue est parlée dans le Nord et les Régions voisines des pays limitrophes (Tchad, Nigeria, Niger).

Des langues comme l'*ewondo* et le *duala*, dans les Régions du Centre et du

Littoral, ne sont parlées qu'au Cameroun. D'autres à l'instar du groupe bamiléké à l'Ouest n'ont que quelques milliers de locuteurs et un usage très limité géographiquement. Certaines langues camerounaises sont parlées dans des pays voisins tels que le Nigéria, la Guinée Équatoriale, le Gabon, le Congo, ou la Centrafrique. C'est le cas du *ntumu* ou du *pidgin english*. Les langues locales restent des langues "ethniques", dont on reconnaît l'existence, mais qui ne remplissent aucune fonction officielle.

1.2. Usage des langues dans la société camerounaise

Si à la télévision et les radios nationales publiques et privées, les langues d'émission sont principalement le français et l'anglais, les stations radios régionales et communautaires diffusent des programmes dans les langues locales.

De nos jours, l'on observe le développement de deux tendances d'exposition et d'acquisition des langues au Cameroun. La première est celle où le locuteur apprend d'abord la/les langues de ses parents, avant de s'ouvrir aux langues occidentales dites officielles. Les langues maternelles sont celles dans lesquelles il vit ses premières expériences et construit ses premiers rapports au monde. Ce sont en principe les langues de la famille, du village ou du quartier. La deuxième tendance est moderniste, posant le problème de la décadence et même de la disparition des langues locales. A la faveur des brassages culturels, de la mondialisation et du développement des TIC, le jeune locuteur, sans avoir appris sa langue maternelle, est directement exposé aux langues officielles. Il les parle en famille, au village dans la rue, au marché (Gerbault, 1994).

Cette deuxième posture, qui semble conférer un certain prestige au locuteur, comporte des risques tels que l'émergence d'un français ou d'un anglais particulier dit "véhiculaire", avec un vocabulaire et des intonations particulières. La cohabitation de ces langues occidentales particulières avec le français et l'anglais classiques pose un problème de communication, un "écran linguistique", pour une bonne partie des citoyens camerounais, même s'ils participent d'une certaine manière, aux activités de développement du pays (Tadadjeu, 1990).

1.4. Langues de l'école au Cameroun

Les missionnaires chrétiens sont les premiers à avoir introduit à l'école

camerounaise, le modèle occidental. Dans cette perspective, seule l'administration britannique a utilisé quelques-unes des langues locales, tandis que l'administration française menait l'enseignement entièrement en français. Peu à peu, les missionnaires se sont vus forcés par l'administration d'abandonner l'usage des langues camerounaises dans l'enseignement, alors qu'il est démontré que les enfants apprennent mieux lorsque la première langue d'enseignement est leur langue maternelle (Benson, 2004 ; Bühmann et Trudell, 2007 ; Pinnock, 2009a, 2009b). Les résultats des évaluations des apprentissages montrent que lorsque les langues parlées à la maison et à l'école ne sont pas les mêmes, les performances s'en ressentent (UNESCO, 2016).

Aujourd'hui le français, en zone francophone, et l'anglais, en zone anglophone, continuent d'être les langues de l'école. Une éducation de type européen s'est maintenue. La partie anglophone du pays a adopté un système éducatif calqué sur le système britannique, et la partie francophone un système à la française. Dans chacune des deux zones linguistiques, on enseigne l'autre langue officielle à l'école, au collège, ou au lycée, mais il y a très peu d'établissements publics ayant un cursus bilingue. Ce n'est qu'au niveau universitaire que l'enseignement est réellement bilingue en anglais et en français.

L'enseignement dans la LO2 pose problème dans les deux zones linguistiques. Un grand nombre de Camerounais ne parlent ni français ni anglais, mais parmi ceux qui parlent l'une ou l'autre langue, peu sont réellement bilingues en anglais et en français. Même pour la population "lettrée", il est possible de vivre activement dans chacune des zones linguistiques du pays sans connaître l'autre langue officielle. En réalité, puisque c'est le français qui domine numériquement, ce sont les Camerounais officiellement anglophones qui subissent davantage la pression d'apprendre l'autre langue officielle, et deviennent plus souvent bilingues anglais/français que les Camerounais officiellement francophones. Pourtant, La langue d'instruction est reconnue par les Objectifs de développement durable comme un facteur important de promotion d'une éducation de qualité et équitable (ISU, 2018).

Par ailleurs, la variété de français et d'anglais que les locuteurs instruits utilisent s'écarte assez sensiblement de celle que proposent les manuels scolaires. Ceux-ci enseignent le français de France et l'anglais de Grande-Bretagne, même si les situations dans lesquelles on présente la langue sont généralement adaptées au contexte local. Pourtant, des études montrent que

près de 40 % des enfants n'ont pas accès à l'instruction dans une langue qu'ils comprennent, ce qui a des conséquences négatives sur leur apprentissage (UNESCO, 2016). De plus, de nombreux pays, d'après Kosonen (2017), donnent toujours la priorité aux langues nationales ou officielles, comme vecteur d'enseignement, alors que, le plus souvent, les enfants ne les parlent pas chez eux. D'après une analyse de Njora Hungi et al. (2010), il existe une corrélation possible entre le fait de maîtriser la langue d'enseignement et la réussite des élèves (Trudell, 2016). Pour qu'ils puissent mieux apprendre, les élèves doivent aussi bénéficier de programmes inclusifs et respectueux des particularités culturelles, ainsi que de supports pédagogiques rédigés dans une langue qu'ils connaissent (Bühmann et Trudell, 2007; Pinnock, 2009b ; UNESCO, 2016).

En outre, l'Unesco (2016) déclare que les élèves ne peuvent pas recevoir l'aide de leurs parents si ces derniers ne comprennent pas non plus la langue d'enseignement. Lorsque les parents d'un enfant ne sont pas suffisamment à l'aise avec la langue d'enseignement utilisée à l'école, cela peut creuser encore plus l'écart entre les groupes linguistiques minoritaires et majoritaires. Les enfants qui étudient dans une langue qui ne leur est pas familière font face à une double contrainte : ils doivent non seulement apprendre à maîtriser de nouveaux concepts et de nouvelles compétences, mais ils doivent le faire en utilisant des termes qu'ils ne comprennent pas (Bühmann et Trudell, 2007 ; Pinnock, 2009b).

En somme, si la politique linguistique officielle reconnaît le français et l'anglais comme des langues de communication d'égale valeur, aux côtés desquelles l'Etat s'engage à promouvoir les langues nationales (Cameroun, 1996), de nombreuses études évoquent l'insécurité linguistique au Cameroun du fait de la concurrence entre les langues officielles.

2. Méthodologie

L'élucidation de la question des langues d'enseignement à l'Institut national de la Jeunesse et des Sports de Yaoundé constitue une préoccupation pour les responsables en charge de cette institution, qui y trouvent une entrave majeure à l'atteinte des objectifs de formation. Pour mieux cerner cette difficulté, cette section s'appesantit sur la population de l'étude et l'échantillon, le choix et la justification des techniques de collectes de données, le déroulement de l'enquête ainsi que les difficultés rencontrées.

2.1. Population cible

Si la population cible se définit, selon Chauchat (1985, p. 27), comme « l'ensemble des individus auxquels s'applique une étude », celle visée par cette enquête est estimée à 356 sujets dont 20 responsables administratifs et pédagogiques, 216 élèves, 120 enseignants de l'INJS de Yaoundé. Les responsables retenus sont ceux de l'administration et des départements de formation, parce que capables de donner des informations permettant de comprendre cette situation. Les élèves ont été retenus sur la base de leur appartenance aux cuvées des Conseillers principaux de Jeunesse et d'Animation (CPJA), des Conseillers de Jeunesse et d'Animation (CJA), des Professeurs Adjoints d'Éducation Physique et sportives (PAEPS), ainsi que des Professeurs d'Éducation Physique et Sportive (PEPS) rendues en fin de formation en 2020, et dont les parcours s'étalent de 2017 à 2020 pour ceux du premier cycle, et de 2018 à 2020 pour ceux du second cycle.

Ces auditeurs de l'INJS de Yaoundé sont constitués des cadres destinés à la Fonction Publique de l'État, des boursiers originaires des pays membres de la CONFESJES, ainsi que des auditeurs libres recommandés par les fédérations sportives nationales, les associations et autres mouvements de jeunesse. Le tableau ci-dessous récapitule la population cible de ce travail.

Tableau 1 : Distribution de la population d'étude

Catégorie	Modalité	Effectif par catégorie	Effectif par modalité	Pourcentage
Personnels	Administratif et pédagogique	20	20	5,61%
Enseignants Permanents	STALEC	30	96	26,96%
	STAPS	66		
Enseignants Associés	STALEC	08	24	6,74%
	STAPS	16		
Elèves	CJA	24	216	60,67%
	CPJA	46		
	PAEPS	44		
	PEPS	102		
Total			356	100%

Source : l'auteur. Enquête de terrain (2020)

2.2. Techniques d'échantillonnage et échantillon

Nous inspirant de Cochran (1977, p.195), qui définit la méthode d'échantillonnage comme « un algorithme permettant sans ambiguïté de créer un échantillon, c'est-à-dire de sélectionner sans distinction d'ordre une

partie de la population d'étude», nous avons, sur la base d'une technique d'échantillonnage non probabiliste, en l'occurrence l'échantillonnage à choix raisonné, sélectionné 05 responsables administratifs et pédagogiques, 80 enseignants et 110 élèves dont 20 CJA, 20 CPJA, 20 PAEPS et 50 PEPS. Pour un échantillon total de 195 sujets soit un taux de représentativité de 54,77%. Il a été question dans cette approche, de choisir des individus de manière successive et sans remise, de telle sorte que chaque membre des sous-ensembles de la population ait une chance de figurer dans l'échantillon. Le tableau ci-dessous présente l'échantillon de la population.

Tableau 2 : Présentation de l'échantillon

Catégorie	Modalité	Effectif par catégorie	Effectif par modalité	Pourcentage rapport à la population
Personnels	Administratif et pédagogique	05	05	1,40%
Enseignants Permanents	STALEC	15	60	16,85%
	STAPS	45		
Enseignants Associés	STALEC	05	20	5,61%
	STAPS	15		
Elèves	CJA	20	110	30,89%
	CPJA	20		
	PAEPS	20		
	PEPS	50		
Total			195	54,77%

Source : l'auteur. Enquête de terrain (2020)

2.3. Techniques de collecte de données

L'investigation que nous avons menée de janvier 2017 à juillet 2020 a pu se faire par le recours à quatre techniques, en l'occurrence l'observation directe, l'exploitation documentaire, l'entretien semi direct et l'enquête par questionnaire. La recherche documentaire a d'abord consisté à repérer les tendances internationales, régionales et nationales relatives aux langues d'enseignement dans le système éducatif. Cette démarche nous a permis de consolider l'intérêt de la présente contribution, ainsi que sa pertinence non seulement pour l'INJS, mais aussi pour l'ensemble des institutions de formation touchées par ce phénomène. Cette technique a également permis, au terme de l'exploitation de certains documents de cadrage pédagogiques tels que les syllabi de cours, les plaquettes académiques, les cahiers de texte, les procès-verbaux des examens et de différents Conseils et assemblées, sans oublier les copies de composition archivées, de nous rendre compte des langues utilisées par l'administration scolaire, les enseignants et les apprenants.

Par la suite, l'observation directe effectuée sur la base d'une grille d'observation est venue enrichir l'exploitation documentaire, permettant de vivre de façon concrète les échanges langagiers des acteurs de la communauté éducative de l'INJS de Yaoundé. Nous avons ainsi pu vivre les attitudes linguistiques et les comportements langagiers de ces acteurs lors des cours, les assemblées et autres réunions. S'agissant de l'entretien semi direct, il a pu se réaliser au travers des conversations moyennant un guide d'entretien. Ces entretiens ont eu lieu avec les responsables ciblés à l'effet de recueillir leurs déclarations sur les langues d'enseignement à l'INJS de Yaoundé et leur contribution dans la réalisation des objectifs de formation. Il y était également question de voir leur disposition à apporter des aménagements à la pratique du bilinguisme officiel pour une atteinte optimale des objectifs de formation. Pour compléter les données qualitatives, les mêmes préoccupations ont fait l'objet d'une enquête par questionnaire auprès des élèves.

2.4. Validation des instruments et traitement des données

Pour conférer de la crédibilité aux outils de collecte des données utilisées dans le présent travail, nous avons procédé à une validation interne et externe. Au plan interne, l'accent a été mis sur la structuration des questions et leur formulation, la cohérence, la pertinence et la densité. Pour y parvenir, les premières versions d'outils ont été remises à des personnes ayant des compétences en matière de langues d'enseignement et de formation des cadres dans l'enseignement supérieur. La validation externe, quant à elle, a consisté en un test des outils, auprès d'une population cible représentant les mêmes caractéristiques que la cible de notre enquête. Au terme de cette opération, nous avons procédé à la correction et à l'adoption des outils.

Les informations recueillies ont alors été traitées selon la technique d'analyse des contenus, qui a permis de faire l'économie des différents documents que nous avons parcourus. Elle a permis d'étudier de manière rigoureuse, le contenu latent ou manifeste des documents et des entretiens individuels, afin de déterminer objectivement les éléments significatifs ayant un rapport avec notre préoccupation. La collecte d'informations s'est effectuée en deux phases à savoir, la pré-enquête et l'enquête proprement dite. La pré-enquête a été menée pendant la période allant de janvier 2017 à juillet 2019. Elle a favorisé les entretiens avec les responsables de l'INJS de Yaoundé, l'exploitation des documents relatifs aux activités de formation, ainsi que l'observation des attitudes et pratiques langagières dans les salles de classe et les réunions. Il y a également été question de procéder au test des outils

de collecte des données et à leur correction et validation. Quant à l'enquête proprement dite, elle s'est effectuée de Novembre 2019 à juillet 2020, avec l'administration des outils validés auprès de notre échantillon. Les sections qui suivent rendent compte des résultats obtenus.

3. Résultats et discussions

Les principaux résultats de ce travail portent d'une part, sur l'offre de formation, les représentations et les profils linguistiques des élèves et enseignants de l'INJS de Yaoundé. D'autre part, ils s'attardent sur les incidences des compétences linguistiques, ainsi que des pratiques langagières sur l'apprentissage.

3.1. Offre de formation à l'INJS de Yaoundé

Établissement public d'enseignement supérieur à statut particulier, l'INJS est chargé des missions d'enseignement supérieur professionnel, de formation technique spécialisée, de formation continue et de recherche appliquée en matière de jeunesse, d'animation, d'éducation civique, des loisirs, des sports et d'éducation physique. (Décret N°2016/427 du 26 octobre 2016 portant réorganisation de l'INJS). Structurée suivant le parcours LMD, l'offre de formation à l'INJS se décline en deux (02) composantes fondamentales : la composante Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS) et la composante Sciences et Techniques d'Animation, des Loisirs et de l'Éducation Civique (STALEC). Chaque composante (Division) comprend deux (02) cycles de formation : ouvert aux jeunes titulaires du Baccalauréat ou du GCE Advanced Level, le premier couvre les trois (03) premières années (avec 06 semestres de formation soit 180 crédits capitalisables) et le second, qui reçoit les titulaires d'une Licence, ainsi que des professionnels, s'étale sur deux (02) années (avec 04 semestres de formation soit 120 crédits capitalisables). L'INJS forme des cadres supérieurs pour la Fonction Publique de l'État du Cameroun, les pays membres de la CONFEJES et le secteur privé. Les activités académiques menées pendant le cursus de formation sont fondées sur la pluridisciplinarité. Elles allient, entre autres, les Sciences Humaines et Sociales, les Sciences de la Vie et de la Santé, les Langues et Techniques de Communication, ainsi que la Formation Professionnelle.

3.2. Profils linguistiques des acteurs de la formation à l'INJS de Yaoundé

L'INJS emploie, depuis l'année académique 2015/2016, un effectif de 120 personnels enseignants, soit 96 permanents (30 en STALEC et 66 en STAPS) et 24 associés (08 en STALEC et 16 en STAPS), (INJS, 2019). Composé en majorité d'hommes (99 contre 21 femmes). Au regard des missions assignées à cette institution, et de l'hétérogénéité linguistique des élèves, l'on présume de leur part, une maîtrise suffisante des langues officielles de communication, leur permettant de dispenser efficacement leurs enseignements. La cartographie linguistique de ces enseignants est illustrée par le tableau ci-dessous.

Tableau 3 : Cartographie linguistique des enseignants de l'INJS de Yaoundé

Divisions	STAPS		STALEC		TOTAL
	H	F	H	F	
Enseignants					
Permanents	57	09	20	10	96
Francophones	57	09	15	10	
Anglophones	00	00	02	00	
Bilingues	10	00	03	00	
Associés	14	02	08	00	24
Francophones	11	01	07	00	
Anglophones	02	00	00	00	
Bilingues	01	01	01	00	
TOTAL	57	11	28	10	120

Source : Annuaire statistique de l'INJS, 2019-2020.

Le tableau 3 ci-dessus indique que 110 enseignants (permanents et associés) soit 91,66% sont francophones, contre 04 soit 3,33% d'anglophones. 16 enseignants soit 13,33% se déclarent bilingues donc, aptes à l'usage oral et écrit des deux langues officielles. Les profils linguistiques des enseignants que décline ce tableau, semble clairement questionner leur capacité à dispenser un enseignement qui soit compris et efficacement exploité par les apprenants notamment, ceux qui ont pour langue de communication, la langue seconde de l'enseignant. La frange infime des enseignants bilingues constitue l'idéal en termes de ressources humaines que l'on s'attendrait à rencontrer dans ce type d'établissement.

Quant aux élèves, ils constituent un effectif de 110 sujets, dont 79 élèves francophones soit 71,81%, contre 31 élèves anglophones, représentant

28,18% des apprenants ayant pris part à l'enquête. Le tableau ci-dessous illustre les profils linguistiques des élèves par niveaux retenus pour l'enquête.

Tableau 4 : Cartographie linguistique des élèves de l'INJS de Yaoundé

Parcours	Effectif par parcours	Effectif Francophones	Effectif Anglophones	% francophones	% anglophones
CJA	20	16	04	80	20
CPJA	20	14	06	70	30
PAEPS	20	14	06	70	30
PEPS	50	35	15	70	30
Total	110	79	31	71,81	28,18

Source : Annuaire statistique de l'INJS, 2019-2020.

Le tableau 4 ci-dessus indique que la population des élèves de l'INJS de Yaoundé est à près de 75% francophone. Ceci s'observe tant en division STALEC avec les élèves animateurs, qu'en Division STAPS avec les élèves professeurs d'EPS. Ceci laisse entrevoir de possibles problèmes de communication voire, d'appropriation des contenus d'enseignement par les élèves, du fait de la non maîtrise de la langue utilisée par l'enseignant.

3-3- Représentations linguistiques

Quant à l'affection pour la langue, l'enquête révèle que tous les élèves déclarent qu'ils préfèrent leur première langue officielle. Cette tendance rend compte du fait que de façon naturelle, chaque personne entretient un rapport affectif avec sa langue de communication. Mais, le contact avec la société, ainsi que les intérêts objectifs qui motivent les uns et les autres, les portent à orienter leur affection vers d'autres langues dites d'ouverture au monde et, de promotion de l'ascension sociale. Cette tendance semble se confirmer avec la nécessaire maîtrise des langues officielles dans le quotidien des élèves de l'INJS. C'est ainsi que ces élèves reconnaissent l'intérêt de ces deux langues, qui sont les vecteurs de transmission des connaissances nécessaires au succès de leur formation. Leur souhait est alors, d'atteindre un niveau de compétence élevé, dans l'usage deux langues officielles.

S'agissant des enseignants et des responsables, tous sont unanimes quant à l'arrimage des uns et des autres à la politique gouvernementale de promotion du bilinguisme, condition sine qua none d'une émergence fondée sur l'unité,

la paix et bien entendu une éducation de qualité. Au-delà des préférences et des considérations d'ordre affectif, la posture bilingue selon eux, est indiquée pour une communication et un enseignement générateurs de plus-value.

En somme, la recherche d'une réponse à la question des langues d'enseignement à l'INJS de Yaoundé, loin d'être un long fleuve tranquille, présente néanmoins beaucoup d'enjeux qui commandent une étude minutieuse.

3-4- Effet des pratiques langagières sur l'enseignement-apprentissage

A la question de savoir quelle langue les élèves parlent à l'école, il ressort que seulement 17, 33% d'entre eux usent simultanément des deux langues, contre 82, 66% qui s'expriment essentiellement soit en français, soit en anglais. Cette situation est révélatrice du cloisonnement linguistique, tributaire de l'origine géographique de ces élèves. Ces déclarations nous poussent à dire qu'au-delà des efforts déployés, l'État, les familles ainsi que l'INJS doivent davantage encourager les élèves à la pratique du bilinguisme officiel, pour donner plus de chance aux acteurs de communiquer efficacement et de réussir les activités d'enseignement-apprentissage.

A l'observation, il apparaît qu'à l'INJS de Yaoundé, qui est un environnement à forte majorité de francophones, les élèves anglophones se trouvent dans l'obligation de s'exprimer en français, peu en importe la qualité, l'essentiel étant de communiquer et de chercher à se faire comprendre. Dans ce cas de figure, ces anglophones ont plus de chance de devenir bilingues et partant, de réussir leur d'apprentissage, contrairement aux élèves francophones qui n'ont pas la même exigence d'expression en langue anglaise. Pour justifier cette attitude fort préjudiciable, les élèves francophones déclarent que « c'est le Cameroun qui est bilingue et non les camerounais. Nous sommes libres de nous exprimer dans la langue de notre choix ».

Du côté des enseignants et des responsables administratifs et pédagogiques, les langues qu'ils parlent couramment avec les usagers, en classe ou en séance de travail, sont selon la circonstance, le français ou l'anglais. Cette exposition à la pratique des deux langues semble augurer d'un avenir positif pour le projet d'enseignement à l'INJS. La raison avancée par les répondants, relatives au choix de ces langues est de mieux se faire comprendre, et avoir le meilleur rapport possible avec l'individu en face de soi.

Somme toute, il demeure la question de la qualité de la langue de circonstance, confortant l'idée d'un nécessaire renforcement des capacités linguistiques des élèves, des enseignants et des responsables de cette institution, dont les pratiques langagières ne sont pas de nature à les rapprocher de l'idéal en termes de maîtrise des langues officielles de communication, qui constituent l'une des garanties de la réussite du processus d'enseignement-apprentissage dans cette institution.

3.5. Incidence des compétences linguistiques sur l'apprentissage

S'agissant des langues d'expression des apprenants de l'INJS, 85.33% d'entre eux déclarent avoir un bon niveau à l'écrit et à l'oral dans leur première langue officielle qui est le français ou l'anglais selon le cas, tandis que 14.66% reconnaissent avoir quelques difficultés dans cette langue. Par ailleurs, 87,33% déclarent ne pas avoir une bonne capacité à parler et à écrire la deuxième langue officielle.

Il apparait à la lumière de ces déclarations que les élèves de l'INJS ne peuvent valablement effectuer les activités d'apprentissage dans le cadre des cours, des ateliers pratique et des stages que dans leur première langue de communication qui selon le cas, est le français ou l'anglais. La communication écrite ou orale dans la deuxième langue leur étant presque impossible. L'on note toutefois, le malaise déclaré par certains apprenants dans des activités réalisées dans leur langue première.

Cette situation peut être due à l'environnement linguistique dans lequel évoluent ces élèves, ou simplement à la place que l'on donne aux langues officielles dans les familles ou le milieu éducatif. Il ressort par ailleurs de l'enquête, que 66% des élèves ont appris à s'exprimer dans les langues officielles, notamment la deuxième, à l'école, tandis que 34% les côtoient depuis la maison avec leurs parents. Cette précarité linguistique semble fort préjudiciable à l'apprentissage et partant, à l'atteinte des objectifs de formation des cadres compétents par cette institution.

S'agissant des enseignants, l'enquête révèle que tous sont aptes à l'usage oral et écrit de leur première langue officielle. Par contre, 85% avouent leur incapacité à utiliser à l'oral et à l'écrit la seconde langue officielle. Ces informations laissent croire que le profil linguistique des enseignants de cette école leur est préjudiciable, car il ne leur permet pas d'avoir des échanges pertinents avec les apprenants ou entre eux. Il devient évident que

malgré la pertinence des messages des enseignants, leur appropriation par la cible sera hypothéquée par la rupture induite par la langue de communication. Dans cette posture, il devient difficile, voire impossible pour le formateur d'apporter aux élèves l'aide attendue de lui. Les situations d'échanges pédagogiques où enseignants et élèves s'expriment chacun dans sa langue sont courants, induisant des biais dans les résultats attendus de la formation.

Ces tendances qui rendent compte de la fragilité linguistique des acteurs de la formation à l'INJS de Yaoundé corroborent la pertinence du nécessaire renforcement des capacités en langues des élèves et enseignants, en accord avec la politique étatique de promotion du bilinguisme.

4. Suggestions

A la lumière des résultats de l'enquête, les suggestions formulées au terme de ce travail, portent d'une part, sur l'élaboration d'une politique institutionnelle de promotion du bilinguisme pour relever le défi de la communication dans l'enseignement-apprentissage dans cette institution. D'autre part, il est envisagé le renforcement des compétences linguistiques des apprenants, des enseignants et des responsables.

Ainsi, il serait judicieux, en en terme de parcours, de rassembler des informations sur les niveaux de compétence des élèves en langues parlées, lues et écrites (Benson, 2016 ; USAID, 2015) afin de procéder à une mise à niveau à travers un séminaire de langue. Cette approche, renforcée par des cours de formation bilingue le long du parcours de formation, permettra aux apprenants d'avoir une compétence linguistique, qui favorise l'acquisition des enseignements et la réalisation des apprentissages quelle que soit la langue officielle utilisée (Ball, 2011 ; USAID, 2015). Il sera aussi essentiel d'assurer un suivi et une évaluation de cette politique pour déterminer si elle a des effets positifs sur les parcours scolaires des apprenants (USAID, 2015).

Par ailleurs, la mise à disposition du matériel d'enseignement et d'apprentissage doit constituer l'une des priorités de ce type de dispositif de formation. La préparation de supports pédagogiques à partir de modèles normalisés, élaborés en français et en anglais constitue une méthode rapide et rentable, car elle fait appel à des compétences techniques centralisées, notamment en matière d'élaboration des programmes, d'illustration et de présentation. Les ressources éducatives et technologies libres peuvent ainsi

contribuer à rendre les supports pédagogiques plus largement accessibles (UNESCO, 2016).

En outre, la formation et le recrutement des enseignants doivent être en phase avec l'environnement linguistique d'enseignement-apprentissage (USAID, 2015). Pour cela, il est possible de recruter des enseignants qui parlent couramment les langues d'enseignement (Ball, 2011). Idéalement, les enseignants doivent être formés à faire cours dans les deux langues officielles du pays.

Conclusion

Le présent article procédait à l'analyse de l'influence des langues d'enseignement sur la formation des auditeurs à l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS) de Yaoundé. Il est parti du constat selon lequel la majorité des enseignements dans cette institution étaient dispensés en langue française, privant une bonne partie des élèves, notamment ceux d'obédience anglo-saxonne, du bénéfice desdits enseignements, induisant des biais dans l'atteinte des objectifs de formation. La question centrale qui a sous-tendu ce travail était celle de savoir en quoi les langues d'enseignement influençaient-elles la formation des auditeurs à l'INJS de Yaoundé ? Une enquête fondée sur l'observation directe, l'exploitation documentaire, l'entretien semi-directif et l'enquête par questionnaire a alors été menée auprès des acteurs de cette communauté éducative. Les principaux résultats révèlent que les représentations linguistiques, les pratiques langagières ainsi que les compétences linguistiques des acteurs de l'acte pédagogique dans cette institution ont une incidence négative sur les apprentissages. Des propositions visant l'élaboration d'une politique institutionnelle de promotion du bilinguisme pour relever le défi de la communication dans l'enseignement-apprentissage dans cette institution, ainsi que le renforcement des compétences linguistiques des apprenants, des enseignants et des responsables ont été formulées.

Références bibliographiques

- Ball, J. (2011). *Enhancing learning of children: from diverse language backgrounds: mothertongue-based bilingual or multilingual education in the early years*. Paris : UNESCO.
- Banque Mondiale. (2018). *World development Indicators*. <http://datatopics.worldbank.org/world-development-indicators>.
- Benson, C. (2016). *The importance of mother tongue-based schooling for educational quality*. Background paper prepared for the Education for All Global Monitoring Report 2005, The Quality Imperative.

- Binam Bikoï, C. et al. (2012). *Atlas linguistique du Cameroun*. Edition du CEDOTOLA. Yaoundé. Cameroun.
- Bühmann, D. Trudell, B. (2007). *Mother tongue matters: Local language as a key to effective learning*. Paris: UNESCO.
- Cameroun (1961). Constitution du 1er septembre 1961, modifiée et complétée par les lois n°s 69/LF/14 du 10 novembre 1969 et 70/LF/1 du 4 mai 1970.
- Cameroun (2016). Décret N° 2016/427 du 26 octobre 2016 portant réorganisation de l'Institut National de la Jeunesse et des Sports.
- Cameroun, (2009). *Cameroun Vision 2035, Yaoundé*.
- Cameroun, (2009). *Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi. Cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010-2020, Yaoundé*.
- Cameroun. (1996). Loi N° 96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution du 02 juin 1972
- Cameroun.(2001). *Loi N°005 du 16 avril 2001 portant orientation de l'Enseignement Supérieur*
- CEEAC. (2007). Vision stratégique de la CEEAC à l'horizon 2025.
- Chauchat, H. (1985). *L'enquête en psycho-sociologie*. Paris : Presses universitaires de France.
- Cochran, W.G. (1977). *Sampling techniques*. Thid edition. John Wiley & Sons, Inc. New York.
- Commission de l'Union Africaine. (2015). Agenda 2063. L'Afrique que nous voulons. Version populaire.
- CONFESJES. (2006). Déclaration de Praia. Conférence ministérielle sur la formation des cadres de la Jeunesse et des Sports. République du CAPVERT, les 12 et 13 décembre 2006.
- Deltombe, T., Domergue M. et Tatsitsa J. (2011). *Kamerun !, une guerre cachée aux origines de la Françafrique (1948-1971)*, La Découverte, 2011
- Directive CEMAC n° 01/06-UEAC-019-CM-14 portant application du système LMD dans les universités et établissements d'enseignement supérieur de l'espace CEMAC.
- Directive CEMAC n° 02/06-UEAC-019-CM-14 portant organisation des études universitaires dans l'espace CEMAC.
- Eyelom F. (2003). *Le partage du Cameroun entre la France et l'Angleterre*. L'Harmattan, Paris.
- Gerbault, J. (1994). « Norme endogène au Cameroun ». In Manessy (éd.), *A propos du français en Afrique. Questions de normes*. Nice, Centre d'Etude des Plurilinguismes, IDERIC, N°spécial, p. 39-52.
- INJS. (2019). *Annuaire statistique (2019-2020)*.
- Kosonen, K. (2017). *Language of instruction in South east Asia*. Background paper prepared for the 2017/8 Global Education Monitoring Report, *Accountability in education: Meeting our commitments*.

- MINEPAT (2009) Cameroun : Vision Vision 2035.
- Musselin C., Froment E. et Ottenwaelter M. O. (2011). « *Le Processus de Bologne : quels enjeux européens ?* », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, vol. 45, p. 99-110.
- Njora Hungi et al. (2010). *SACMEQ III Project Results: Pupil achievement levels in reading and mathematics*. Working Document Number 1.
- ONU (2015). Soixante-dixième session de l'Assemblée Générale. Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 25 septembre 2015.
- Pinnock, H. (2009a). *Language and education: The missing link. How the language used in schools threatens the achievement of Education for All*. Berkshire: CfBT Education Trust. London: Save the Children.
- (2009b). *Stepstowardslearning: A guide to overcoming language barriers in children's education*. London: Save the Children UK.
- Tadadjeu, M., dir. (1990). Le défi de Babel au Cameroun. Collection PROPELCA N° 53. (Univ. de Yaoundé).
- Trudell, B. (2016). *The Impact of language policy and practice on children's learning: Evidence from Eastern and Southern Africa*. Nairobi: UNICEF ESARO.
- Unesco. (2016). *If you don't understand, how can you learn?* Policy paper 24 of Global Education Monitoring Report. Paris: UNESCO.
- Unesco-ISU. (2018). Guide rapide des indicateurs de l'éducation pour l'ODD 4. Montréal. ISU : Institut de Statistique de l'Unesco.
- USAID. (2015). Ed Data II : Données en éducation pour la prise de décisions. Planification de l'utilisation pédagogique de la langue : meilleures pratiques et mesures concrètes pour améliorer l'apprentissage. www.eddataglobal.org.
- Wisbey, M. (2017). *Mother tongue-based multilingual education: The key to unlocking SDG 4: Quality Education for All*. Bangkok: Asia-Pacific Multilingual Education Working Group.

Annexes

1- GUIDE D'ENTRETIEN

Nous réalisons une étude sur **Influence de la compétence linguistique sur l'apprentissage à l'Institut National de la Jeunesse et des Sports de Yaoundé**. L'objectif est de montrer comment les langues influencent l'apprentissage dans cet établissement.

A. REGLES DE BASE

Nous vous proposons la démarche suivante : Nous allons vous poser des questions et aimerions bien avoir des réponses les plus précises possibles.

Sachez que toutes vos opinions seront respectées. Sachez également qu'il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse ; toutes vos contributions sont les bienvenues. Nous vous encourageons d'exprimer librement votre opinion sur les thèmes qui seront abordés. Nous vous assurons que nous n'avons aucun parti pris dans le cadre de ce travail et précisons que ce n'est ni un forum d'accusation, ni de justification, encore moins de défense.

Notre seul souci est de recueillir vos avis libres et sincères.

Nous allons vous poser une série de questions assez diversifiées et vous demandons de nous accorder votre précieux temps compte tenu de l'importance de cette consultation.

B. CONFIDENTIALITE

Nous pouvons vous assurer que vos réponses seront utilisées conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n° 91/023 du 16 décembre 1991 sur les recensements et enquêtes statistiques.

Item 1 : Identification du répondant

Item 2 : Les représentations linguistiques

Item 3 : Pratiques langagières et effets sur l'enseignement-apprentissage

Item 4 : Compétences linguistiques et incidence sur les apprentissages

Item 5 : Suggestions

2- GRILLE D'OBSERVATION

Date de la séance d'observation: /_____/_____/_____/

(année/mois/jour)

Durée de l'observation en heures : _____

Moment de la journée: Matinée Après-midi

Jour de la semaine:

FAITS OBSERVES	APPRECIATIONS
Pratiques langagières des enseignants et élèves Dans les salles de classe A la bibliothèque Sur les aires de jeu	Situation de quasi monolinguisme Documents recherchés sont ceux écrits dans la LO1 de l'enseignant ou de l'élève Échanges verbaux approximatifs du fait des incompréhensions dues à la non maîtrise de langue utilisée.
Niveau d'utilisation des langues Enseignants élèves	Compétence avérée dans l'usage de la LO1 Faible compétence dans l'ensemble pour l'usage de la LO2

AUTEUR

Patrice Martial AMOUGOU est Conseiller Principal de Jeunesse et d'Animation hors échelle. Par ailleurs, Chargé de Cours en linguistique appliquée au Département des Sciences Humaines et Sociales appliquées à l'Education Permanente de L'Institut National de la Jeunesse et des Sports de Yaoundé au Cameroun., il occupe le poste de Chef de Centre de Recherche en sciences et techniques de l'Animation, des Loisirs et de l'Education Civique. Ses champs d'intérêt sont les langues, l'ingénierie de la formation et l'insertion professionnelle. Ses principales publications portent sur l'enseignement des langues nationales, l'éducation non formelle, la communication et la formation.